



Déclaration de l'UNSA Education au CTA du 6 avril

Monsieur le Recteur

Ce CTA se tient dans des conditions inédites et très difficiles. L'épidémie de coronavirus emporte chaque jour plusieurs centaines de nos compatriotes et le confinement à durée indéterminée décidé par le gouvernement impose à chacun sens de responsabilité et sacrifice personnel. Cependant nous demandons instamment que l'absence d'invitation de tous les membres suppléants du CTA reste exceptionnelle et ne crée en aucun cas un précédent facheux. Nous exigeons un engagement clair de M le Recteur aujourd'hui même sur le fonctionnement des instances post-crise.

Les personnels de l'Éducation Nationale continuent donc à exercer leur mission en adaptant de chez eux leurs pratiques. Cela ne se fait pas sans difficultés et c'est au prix de beaucoup d'investissement et de persévérance que le service aux élèves et aux usagers peut être rendu le mieux possible. L'UNSA Education salue l'investissement de l'ensemble des personnels au service de la continuité pédagogique et du fonctionnement administratif de notre institution. Rappelons que si ces continuités pédagogique et fonctionnelle peuvent être maintenues, cela ne tient qu'à l'énorme travail de tous les personnels qui n'hésitent pas à utiliser leur propre matériel et ne comptent pas leur temps pour garder ce lien précieux avec tous les usagers de l'école. Certains d'entre eux, sur la base du volontariat, ont également décidé d'encadrer les enfants des personnels soignants. L'UNSA Education salue leur dévouement.

Plus généralement, nous rendons hommage à l'Hôpital Public qui fait face à cette crise sans précédent depuis un siècle et qui compte principalement sur le courage des personnels soignants pour tenter de faire face à une scandaleuse pénurie de matériel et de personnels conséquence des restrictions budgétaires qu'a subi l'hôpital public depuis des années. C'est une leçon à retenir pour nos gouvernants qui considèrent souvent le service public comme un coût et non comme un investissement. Cette faute politique se révèle aujourd'hui au grand jour de manière cruelle.

Dans notre ministère, à un moment où l'unité nationale est essentielle, nous ne demanderons pas immédiatement des comptes. Il y aura un temps pour cela. Néanmoins, on ne peut qu'être effaré par les nombreux dysfonctionnements, maladresses, voire les fautes commises. Nous constatons au quotidien un ministre dépassé, entêté, mal entouré. Communiquant à tort et à travers, ne sachant plus où se trouvent les priorités dans cette crise sanitaire, celui-ci a été plusieurs fois désavoué et contredit publiquement par la présidence de la république. Certaines de ses interventions allant à l'inverse des consignes gouvernementales ont pu jeter le trouble dans l'esprit de nos collègues et les amener parfois à se mettre en danger inutilement. Nous ne prendrons qu'un seul exemple : la demande faite par écrit aux enseignants de notre académie d'organiser des rencontres avec les parents par l'intermédiaire de points relais. Le SE-UNSA a clairement indiqué aux personnels enseignants de ne pas suivre ces consignes dangereuses et irresponsables au vu de la situation sanitaire.

La communication incessante du ministre et du gouvernement sur la base de la méthode Coué et disant que tout est prêt et que tout fonctionne alors que dans la réalité on est bien loin de cela, les propos totalement déplacés d'une porte-parole à l'égard de nos collègues, propos que nous ne reprendrons pas ici tellement ils sont insultants pour toute une profession qui se mobilise sans compter génèrent une véritable défiance chez les personnels.

Autre exemple de communication dans le seul but d'un affichage médiatique : la carte scolaire du premier de degré. Le ministre a surpris tout le monde en annonçant qu'aucune fermeture n'interviendrait dans les communes de moins de 5000 habitants et qu'aucun taux d'encadrement ne serait dégradé dans les autres communes.

Tous les CTSD déjà tenus en France sont annulés et reconvoqués. Les fermetures de postes face à élèves n'étant plus possibles, la seule variable qui vous resterait serait les postes dit hors la classe comme les RASED ou remplaçants. Pour notre organisation syndicale, ce serait inacceptable.

Pour permettre la réalisation des objectifs prévus localement, comme l'amélioration du remplacement, le dédoublement en REP, la baisse du nombre d'élèves en GS, CP, CE, il n'y a pas d'autre solution qu'une dotation supplémentaire conséquente. Il est facile d'annoncer sans attribuer les moyens correspondant aux objectifs.

La confiance, s'il en restait encore un peu, est définitivement rompue entre les personnels le gouvernement et le ministère. Des départs seront pour nous inévitables.

Dans cette crise sanitaire sans précédent, et compte tenu de la désorganisation des procédures de fonctionnement, l'UNSA éducation souhaite mettre en avant plusieurs situations qui doivent obtenir des réponses rapides et des engagements clairs.

Les collègues enseignants stagiaires vivent actuellement une situation extrêmement anxiogène entre continuité pédagogique, validation du M2 et mutations intra académiques. Alors que de nombreuses visites de titularisation n'avaient pas encore été réalisées, dans quelles conditions seront-ils évalués? Sur quels critères sera prononcée leur titularisation ? Comment seront accompagnés les collègues qui avaient encore besoin de temps pour acquérir toutes les compétences que leur métier exige ? Sur ces différents points, l'UNSA Education demande que des réponses claires leur soient adressées rapidement pour les rassurer. Nous demandons également que les collègues stagiaires les plus fragiles dans l'exercice du métier bénéficient d'un renouvellement de stage, et qu'aucun licenciement ne soit prononcé à leur encontre, lors des jurys de titularisation. Ces collègues ne doivent pas être pénalisés parce qu'empêchés d'exercer leur métier, par un virus qui a mis à mal tout un pays.

Les collègues Non Titulaires (AED AESH) gérés en termes de paye par des établissements mutualisateurs ont-ils tous été payés en Mars, ceux-ci recevront-ils pendant toute la durée de cette crise l'intégralité de leur salaire ?

Les renouvellements des suppléances assurées par les contractuels enseignants seront-ils effectués normalement pendant la période de fermeture des établissements ?

La note de service parue la semaine dernière cadrant les opérations de mouvement pose les bases de travail : c'était devenu une urgence. Ce point très important semble maintenant cadré. Il n'en demeure pas moins beaucoup d'interrogations sur toutes les autres opérations de gestion des personnels prévus jusqu'au départ en vacances en juillet. Quelle procédure, quel calendrier ? Qu'est-ce qui sera maintenu reporté ? Les arrivants en ZR auront-ils

connaissance de leur rattachement en juillet ? Comment se passera concrètement la phase d'affectation de ses personnels TZR et CDI ? Il y a là aussi urgence à communiquer.

La situation est extraordinairement compliquée et soumise à des évolutions incessantes. Nous en avons conscience. Tout doit être mis en œuvre pour informer, rassurer, accompagner tous les personnels. Dans ce contexte, nous constatons encore une fois la volonté claire d'écarter les représentants des personnels de toute information. Les deux CHSCTA tenus depuis le début du confinement ont été utiles mais insuffisants. Nous n'avons jamais été mis en copie de la moindre consigne donnée aux personnels. Nous disons bien mis en copie. Nous ne parlons même pas de consultation. C'est incroyable de penser pouvoir dans une telle situation être à la manœuvre sans mettre dans la boucle d'informations les représentants du personnel. C'est sans doute là encore une déclinaison de la loi fonction publique d'Aout 2019 qui cherche par tous les moyens à écarter les représentants des personnels et à réduire leur rôle. Loi fonction publique appliquée de manière très zélée dans l'académie de Clermont et qui à terme conduira à remplacer le dialogue et l'échange par le contentieux et le recours.

Venons en à l'ordre du jour de ce CTA. Pour les personnels d'enseignement et d'éducation, le décalage entre la feuille de route ministérielle et les mesures proposées est saisissant. Lors du CTM de décembre le ministère annonçait moins 6 ETP pour Clermont Ferrand dans le second degré. Dans le projet proposé par vos services, nous arrivons à un différentiel de moins 60 postes. L'explication technique, vous nous l'avez fournie lors du dernier CTA : il faut réduire le dépassement budgétaire constaté sur les moyens de remplacement, et donc optimiser encore plus l'utilisation de ces moyens, il faut également mettre en place la 2^e HSA obligatoire imposée par le ministre en mai 2019.

Ces objectifs et les décisions qui en découlent sont totalement inacceptables au vu des conditions de travail actuelles des personnels.

Non M le Recteur, il n'y a pas trop de TZR dans l'académie de Clermont. La preuve, il suffit de constater les difficultés pour assurer les suppléances dans certaines matières.

Non M le Recteur, on ne peut pas au vu de notre géographie et du maillage territorial avoir un taux d'efficience du remplacement au même niveau que dans les zones urbaines.

Non M le Recteur, on ne peut pas demander à un TZR ou un complément de service d'assurer un service sur trois, voire quatre établissements, en parcourant parfois quelques centaines de kilomètre par semaine sans risque pour sa santé.

Non M le Recteur, on ne peut pas imposer des HSA à certains collègues, alors que d'autres dans le même établissement et la même matière sont condamnés à choisir entre un complément de service et un temps partiel subi. Ce genre de situations, qui se multiplient, détruisent complètement la cohésion des équipes.

Le nombre de divisions toujours plus important pour assurer un service complet avec heures supplémentaires imposées, l'augmentation constante des effectifs classe, la multiplication des compléments de services connus de plus en plus tard par les collègues pour cause d'ajustement, de plus en plus nombreux et tardifs rendent les conditions de travail des personnels enseignants de plus en plus éprouvante. Là encore le décalage entre la communication du ministre, et la réalité du terrain est flagrante. Seul point positif dans ce projet de répartition : la volonté affichée de développer les dispositifs ULIS en pérennisant 6 nouvelles structures dans les collèges. A ce sujet, l'UNSA Education rappelle l'impérieuse nécessité de prolonger ces dispositifs en Lycée et lycée Professionnel la scolarité de ces enfants ne peut pas avoir comme seul horizon la fin du collège.

Concernant les personnels administratifs, le tableau est tout aussi sombre. Depuis des années, que ce soit en service ou en EPLE, les suppressions de postes se répètent inlassablement alors que les missions ne cessent d'augmenter et de se complexifier. Ajoutons à cela un projet de mutualisation des services au sein de la grande région, projet totalement anxiogène et qui avance à bas bruit. Là aussi, pour ces personnels, il y a urgence à agir. Là non plus, les discours ne suffisent plus à masquer la réalité. Supprimer des postes de titulaires et proposer dans le même temps la mise en place de moyens contractuels provisoires démontre de manière flagrante que le besoin existe. Cette manœuvre ne leurre personne : dans un avenir très proche, ces postes provisoires seront supprimés et la charge de travail n'aura pas pour autant diminué. Il faut d'urgence arrêter les suppressions de postes et redonner à tous les services des marges de manœuvre pour un fonctionnement correct. C'est vital pour notre système éducatif.

Concernant les postes d'ATRF, la suppression programmée à terme de tous les postes de ce type implantés en collège est un véritable coup de poignard porté à la qualité de l'enseignement des sciences en collège. Ce genre de décision va complètement à rebours des annonces médiatiques ministérielles pour développer la formation scientifique dans notre pays. Enseigner les sciences à 30 élèves par divisions et sans TP ne contribue pas à rendre ces disciplines attractives. Là encore, on peut mesurer tout le décalage entre les discours ministériels et les actes.

La crise sanitaire sans précédent que notre pays traverse semble faire prendre conscience aux politiques qui nous gouvernent que les services publics ne sont pas une charge mais un investissement pour la sécurité et le bien-être de tous. L'UNSA Education espère qu'une fois la situation revenue à la normale, les gouvernements n'auront pas la mémoire courte. En tous cas, notre Fédération n'aura de cesse de le rappeler et d'agir pour aller dans ce sens.